



Intervention rassemblement RATP

Au siège de la RATP – 23 mars 2010

Chers (es) Camarades,

Les questions des salaires, de l'emploi et des retraites sont indissociables et font, une nouvelle fois, l'actualité sociale à l'heure où s'exprime le rejet de la politique gouvernementale à travers le récent scrutin des élections régionales, à l'heure où des millions d'hommes et de femmes en France sont au chômage ou sont exploités dans des emplois précaires, à l'heure où l'exigence à d'autres choix s'exprime par la mobilisation des salariés, par notre mobilisation, le gouvernement reste sourd aux aspirations sociales exprimées, il refuse de revoir le contenu des réformes et se contenterait d'un remaniement qualifié de « technique » par les observateurs politiques.

Nous ne sommes pas épargnés par cette situation à la RATP, tous les secteurs de l'entreprise ont fait/ont ou vont faire l'objet de réorganisations, de restructurations dans le cadre de la recherche dogmatique de productivité comme l'exige le gouvernement à la RATP et comme l'applique avec zèle notre PDG au travers son plan d'entreprise et ses répercussions sur l'ensemble des départements, sur l'ensemble des unités, sur l'ensemble des agents.

Depuis 2008, c'est environ 1400 postes qui ont été supprimés ! En 2010, la direction de l'entreprise envisage la suppression d'environ 630 postes, c'est un véritable « plan social » en tout cas, il serait qualifié comme tel si nous étions au sein d'une entreprise privée. Pour la première fois depuis plus de 15 ans, les effectifs de sortie d'année seront inférieurs aux effectifs de début d'année, c'est un recul catastrophique tant pour nos conditions de travail, que pour notre capacité à assurer pleinement l'ensemble de nos missions de service public.

Moins d'agents, c'est aussi moins de cotisations sociales. La problématique de financement des régimes de retraite en France est réelle mais ne nous laissons pas duper, elle ne tient qu'à un élément : son mode de financement.

Le patronat et le gouvernement ont beau jeu de dire aujourd'hui qu'il y a un problème sur le financement des retraites alors qu'ils n'ont cessé de détruire l'emploi, d'exonérer les entreprises des charges sociales, de mettre une pression constante sur les salaires.

Pressions sur les salaires, nous en sommes aussi victimes à la RATP, l'accord triennal sur les salaires n'a pas permis une augmentation de la valeur du point à la hauteur de l'inflation constatée. Nous constatons même une diminution du pouvoir d'achat de la valeur du point pour être tout à fait clairs, le point de 2010 vaut moins que le point de 2007 : c'est une aberration à l'heure où chacun d'entre vous constate l'augmentation constante des prix des produits de consommation.

En 2009, le point a évolué de 0,5%, cela nous place en 2010 à exiger une augmentation de 3,2% de la valeur du point mais attention aux opérations de communication ;, 1% est d'ores et déjà prévu dans les mesures 2010 c'est ce que l'on appelle l'effet report. Pour être clairs, nous revendiquons pour 2010 une augmentation de 4,2% au 1^{er} janvier. Seule une mesure de ce type permettrait de développer notre pouvoir d'achat, elle permettrait aussi un meilleur financement de notre protection sociale en général et de nos retraites en particulier. Certains pourraient nous dire qu'une mesure de ce type est utopique, rappelons leur simplement que la RATP a reversé l'année dernière et reversera cette année 32 millions d'euros d'intéressement soit 700 euros par agent et que cela représente, à elle seule, l'équivalent de 2% d'augmentation de la valeur du point.

Quand on parle d'intéressement, celle qui est intéressée c'est la direction de l'entreprise car, à travers cette politique, elle tente de contraindre une acceptation par les agents des politiques menées en termes de recherche de productivité, de casse de l'emploi. Pour avoir l'intéressement, il faut dégager des marges de rentabilité financière, pour dégager des marges de rentabilité financière, il faut supprimer des postes, réaliser nos missions avec toujours moins de moyens, quitte à faire le deuil de la qualité de service que sont en droit d'attendre les usagers d'un service public comme le nôtre.

Pour la direction, la période ne permettrait pas une évolution des salaires. Ce n'est pas chose nouvelle, jamais une direction d'entreprise n'a convenu qu'il était temps d'augmenter les salaires. Si la réponse est toujours « non » pour les salaires, la spéculation exercée sur les marchés financiers va toujours bon train, les profits des banques s'affichent sans pudeur, les salaires indécents des PDG, leur retraite « chapeau » font toujours la une.

Besoin de plus d'emplois, besoin de plus de salaires, c'est aussi et c'est surtout répondre aux besoins de plus de financement pour nos retraites. Force est de constater que l'ensemble des réformes initiées depuis les années 1990, jusqu'à la dernière, celle des régimes spéciaux de 2007, n'a en rien permis la pérennité de notre système solidaire de protection sociale mais a par contre grandement diminué le niveau des pensions et a créé l'émergence d'une nouvelle catégorie : les retraités pauvres.

A ce jour, le gouvernement, comme la direction de la RATP, n'ont apporté de réponse concrète sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires, le pouvoir d'achat, les retraites ...

C'est pour ces raisons que nous sommes aujourd'hui mobilisés, c'est pour ces raisons que nous participerons à la manifestation qui débutera à partir de 14 heures place de la République. Cette journée doit sonner comme un véritable « coup de semonce » pour le gouvernement qui devra prendre en compte la mobilisation sociale et notre aspiration à vivre mieux !

Une délégation va être reçue par la direction de l'entreprise afin d'évoquer l'ensemble des revendications, cette délégation sera composée de militants issus des différents secteurs de l'entreprise et vous rendra compte, à son retour, du positionnement de la direction et de son appréciation sur les questions salariales et sociales comme, plus largement, l'avenir de notre service public.

Jacques Eliez
Secrétaire général de l'Union Syndicale CGT/RATP